

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DES SALLES 9-10-13-14-15
MUSEE DE SEVRES**

NUMERO : MP/2021-20

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
(C.C.A.P.)**

ARTICLE 1^{ER} – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 - Objet du Marché

Le présent marché (ci-après désigné le « Marché ») a pour objet le réaménagement partiel du parcours permanent du Musée national de la céramique à Sèvres.

1.2 – Périmètre du Marché

Les marchés passés sont des marchés de services relatifs à la fabrication et la pose du mobilier muséographique et vitrerie, au graphisme et à la signalétique, au soclage et au transport.

1.3 - Allotissement

En application de l'article L.2113-10 du code de la commande publique, le marché est passé en **quatre lots juridiques distincts**, à savoir :

<i>Numéro du lot</i>	<i>Intitulé du lot</i>
1	Fabrication et pose du mobilier muséographique et vitrerie
2	Graphisme /Signalétique
3	Soclage
4	Transport

Le présent CCAP est commun aux quatre lots.

1.4 - Forme du Marché

Le Marché est un marché ordinaire.

Les prestations sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.5 - Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG/FCS, dès la notification du Marché, le titulaire et le pouvoir adjudicateur désignent une ou des personnes physiques habilitées à les représenter pour les besoins de l'exécution du Marché et notifient cette désignation au pouvoir adjudicateur ou au titulaire. En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires du Marché sont seules habilitées à les engager. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du Marché.

1.6 - Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le pouvoir adjudicateur prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception : remise contre récépissé daté, échanges dématérialisés (courriel avec accusé de réception) et lettre recommandée avec accusé de réception postal. Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire ou, à défaut, à son siège social.

1.7 – Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir à sa charge ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire durant la phase d'exécution du Marché s'effectue en français. A ce titre, l'ensemble des intervenants du titulaire devra posséder une parfaite maîtrise et compréhension de la langue française. Le pouvoir adjudicateur pourra demander le remplacement, à tout moment et sans surcoût, de tout intervenant dont la maîtrise de la langue française est insuffisante et problématique pour la bonne exécution des prestations ou, à défaut, l'intervention d'un traducteur aux frais exclusifs du titulaire.

1.8 – Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du Marché, dans le cadre d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 2 - LISTE DES PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces contractuelles, dont seuls les exemplaires conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi, et leur ordre de priorité sont les suivants :

- l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes ci-dessous, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant :
 - annexe n° 1 : DPGF,
 - annexe n° 2 : RIB/TIP,
 - annexe n° 3 : Réponse du titulaire à une demande de précisions ou de compléments sur la teneur de son offre (le cas échéant),
 - annexe n° 4 : Mise au point au marché (le cas échéant),
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n° MP/2021-20 et son annexe ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n° MP/2021-20 ;
- le carnet de plans du Musée national de la céramique à Sèvres ;
- le règlement intérieur de établissement public Cité de la céramique-Sèvres et Limoges et ses annexes ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG/FCS) (arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF n° 0078 1^{er} avril 2021), consultable sur le site internet de Légifrance ;
- le cadre de réponse technique du titulaire.

Le Marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. Les compléments ou les modifications doivent être constatés par voie d'avenant dûment signé par les représentants habilités de chaque partie, à défaut de quoi, ce sont les pièces initiales qui feront foi.

En cas de contradiction entre les clauses de ces différents documents, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure. En cas de contradiction entre les stipulations du CCAP et/ou du CCTP, et leurs annexes, et les stipulations contenues dans la proposition du titulaire, ces dernières seront réputées nulles et non écrites.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans le cadre de l'exécution du Marché, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus et des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution des prestations. En cas d'infraction aux instructions, lois, règlements, etc., le titulaire en supportera seul les conséquences, notamment les pénalités, amendes et/ou dommages-intérêts éventuels, et s'engage en tant que de besoin à en relever indemne le pouvoir adjudicateur pour le cas où de telles sanctions ou condamnations lui seraient appliquées ou prononcées à son encontre.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix. Le titulaire doit se tenir informé de l'évolution de la législation et de la réglementation ainsi que de l'homologation des normes.

Cession de créance - Nantissement - Pièces à délivrer au titulaire :

Il ne sera pas délivré, **par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/FCS**, d'exemplaire unique ou de certificat de cessibilité pour cession de créance ou nantissement, lors de la notification de l'Accord-cadre au titulaire. En revanche, le pouvoir adjudicateur remettra sans frais au titulaire, à sa demande, pour chacun des marchés subséquents qui lui seront notifiés, un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité en vue de lui permettre de céder ou de nantir les créances résultant des marchés subséquents.

La cession ou le nantissement de créance consenti sur la base des marchés subséquents par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

ARTICLE 3 - SOUS-TRAITANCE

Le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations dans les conditions prévues aux articles L.2193-1 à L.2193-4 et L.2193-1 à L.2193-22 du code de la commande publique.

Pour la mise en œuvre de la sous-traitance, le titulaire devra obtenir du pouvoir adjudicateur l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement du sous-traitant, conformément à la réglementation en vigueur. Pour cela, il lui remettra, complété et signé par lui-même et le sous-traitant concerné, l'acte spécial de sous-traitance, en y joignant les pièces dont la liste sera communiquée par le pouvoir adjudicateur.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct. Après acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de huit (8) jours de l'acceptation, une caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus. La non production de cette copie de la caution au pouvoir adjudicateur empêche l'exécution des prestations par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies à l'article 13.4 ci-dessous, résiliation du marché subséquent.

En complément des dispositions du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG/FCS. Notamment, le pouvoir adjudicateur notifiera, après signature, à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Les sous-traitants ne peuvent intervenir qu'après signature et notification par le pouvoir adjudicateur de l'acte spécial de sous-traitance.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du Marché conclu sur son fondement.

ARTICLE 4 – DURÉE DU MARCHÉ - RECONDUCTION(S) - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS

5.1 - Durée du Marché - Reconduction(s)

La durée du Marché est stipulée à l'article 3 de l'acte d'engagement.

5.2 - Délais d'exécution des prestations

Les délais d'exécution des prestations seront fixés dans les pièces contractuelles.

5.3 – Prolongation du délai d'exécution

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG/FCS, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée aux titulaires lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ces derniers fait obstacle à l'exécution des prestations commandées dans le délai contractuel (fait du pouvoir adjudicateur ou événement de force majeure).

Pour pouvoir bénéficier d'une prolongation du délai d'exécution, le titulaire concerné doit signaler par courriel, dans un délai de 24 heures à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues, les causes faisant obstacle à l'exécution de la ou des prestations.

5.4 - Pénalités

Si le pouvoir adjudicateur demande l'application des pénalités décrites ci-dessous et que les titulaires les contestent, il appartiendra à ces derniers de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, les titulaires subiront sur leurs créances, des pénalités forfaitaires dont le montant est fixé à :

DEFAUT/RETARD CONSTATE	DELAIS EN JOUR CALENDRAIRE	PENALITES
Exécution des prestations	Retard par rapport au délai imposé au Marché	200 € (deux cent euros) par jour de retard
Sous-traitance	Sous-traitance non déclarée et/ou en dehors des délais	1.000 € (mille euros) par manquement
Absence aux réunions	Par constat	50 € (cinquante euros) par constat
Mesures de sécurité et d'hygiène	Non respect des consignes en matière de sécurité et d'hygiène	100 € (cent euros) par manquement constaté
Cadre de réponse technique	Non respect du cadre de réponse technique remis au titre du Marché	100 € (cent euros) par manquement constaté
Attestations d'assurance	Retard par rapport au délai imposé par le pouvoir adjudicateur.	30 € (trente euros) par jour de retard
Attestations sociales	Retard par rapport au délai imposé par le pouvoir adjudicateur.	30 € (trente euros) par jour de retard
Documents d'exécution des prestations	Retard par rapport au délai imposé par le pouvoir adjudicateur.	30 € (trente euros) par jour de retard

Des pénalités complémentaires pourront être intégrées dans le Marché.

5.5 – Modalités de recouvrement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités lorsque le montant total de ces dernières ne dépasse pas 300,00 €. Les pénalités se cumulent entre elles.

Les pénalités sont applicables de plein droit sans mise en demeure préalable et ne représentant aucun caractère libératoire. Les titulaires sont donc intégralement redevables de ses obligations contractuelles, notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application des pénalités. Il ne saurait se considérer comme libérés de leur obligation du fait du paiement desdites pénalités. L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du pouvoir

adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle, et notamment de faire résilier tout ou partie de l'Accord-cadre aux frais et risques du titulaire défaillant.

Dans le cas de cotraitants (groupement solidaire ou conjoint), les pénalités sont, sauf stipulation différente, mentionnées comme telle dans la proposition, notifiées au mandataire à qui il appartient de les répartir éventuellement entre les cotraitants et qui demeure responsable de leur paiement.

Le recouvrement des montants cumulés des pénalités s'opère par un décompte fait sur tout montant dû au titulaire défaillant, réglé à terme échu par le pouvoir adjudicateur. Le pouvoir adjudicateur peut également recouvrer les pénalités par l'émission d'un titre de recettes.

ARTICLE 5 – MONTANT DU MARCHÉ – FORME DES PRIX – CONTENU DES PRIX – VARIATION DES PRIX – TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE - MONNAIE

5.1 - Montant du Marché

Le montant maximum du Marché est stipulé à l'article 2.1 de l'acte d'engagement.

5.2 – Forme des prix du Marché

Le Marché est traité à prix global et forfaitaire.

Le prix forfaitaire peut prendre la forme d'une DPGF rédigée par le pouvoir adjudicateur ou d'un devis. Dans ce dernier cas, les prix devront être décomposés par prestations.

5.3 - Contenu des prix du Marché

Les prix du Marché est hors TVA et est établi en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles pour l'exécution des prestations, notamment :

- des prestations, telles que décrites dans le CCTP ;
- de la législation du travail ;
- des sujétions liées à l'exécution des travaux en milieu occupé ou découlant du maintien de l'activité des services dans les locaux où sont effectués les travaux ;
- des sujétions liées à l'exécution des travaux en milieu occupé ou découlant du maintien de l'activité des services dans les locaux où sont effectués les travaux ;
- des sujétions liées à l'exécution des travaux dans les établissements classés E.R.P., monuments historiques, etc... ;
- des dépenses d'entretien permettant le nettoyage quotidien ainsi que le nettoyage final de la zone d'exécution ;
- des dépenses de réparation et de remise en états des installations et équipements existants éventuellement détériorés par le titulaire ;
- des dépenses liées à l'évacuation des emballages ou conditionnement des fournitures ;
- des frais d'établissement des devis, des factures ou mémoires ;
- des fournitures de petits matériaux ou matériels décrits dans les devis ;

- de la fourniture de tous les éléments annexes, provisoires ou complémentaires, qui bien que ne figurant pas dans les pièces contractuelles, s'avèreraient nécessaires à l'exécution des ouvrages dans les règles de l'art ;
- les frais de transports ;
- les frais de déplacement, stationnement, restauration et hébergement du personnel du titulaire ;
- les frais liés aux mesures prises dans le cadre de la crise sanitaire née de l'épidémie de Covid-19 ;
- les frais de sujétions non explicitement décrits et liés à l'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

- En cas de cotraitance, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance, les prix sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

La rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations. Elle lui sera versée au fur et à mesure du versement de ses règlements.

Sauf contraintes imprévues ne relevant pas d'un manque de prévision des titulaires, toute augmentation en nombre d'hommes, en journée ou heures supplémentaires, pour les opérations de manutention, déballage et emballage, ne fera l'objet d'aucun supplément de prix.

5.4 - Variation du prix du Marché

Les offres sont établies sur la base des conditions économiques en vigueur au mois correspondant au mois de remise des offres de l'Accord-cadre.

Les prix des marchés subséquents sont fermes et non actualisables. Ils pourront toutefois être révisés en fonction de la variation des taux de change des pays hors zone euro et des tarifs (fret et billets) des compagnies aériennes.

5.5 – Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)

Les prix sont hors TVA. Le montant des paiements sera calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment du fait générateur.

Lorsque le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différent, à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévue dans le marché subséquent, les prix de règlement tiennent compte de cette variation.

Les pénalités sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subit par le pouvoir adjudicateur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles ou en cas de manquement de ce dernier ; elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

6.6 - Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro (€).

ARTICLE 6 – CLAUSES DE SÛRETÉ ET DE FINANCEMENT

6.1 - Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée au titulaire du Marché.

6.2 – Avance

L'avance est prévue selon les conditions prévues aux articles R.2191-3 et R.2191-7 du code de la commande publique. Pour bénéficier de l'avance sur un marché, le dit marché doit être notifié pour un montant supérieur à 50.000 € HT et avoir un délai d'exécution supérieur à deux (2) mois.

ARTICLE 7 - RÈGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE

7.1 – Modalités de règlement du prix

Le règlement du prix s'effectue à chaque réalisation de prestations et décision d'admission distincte : ce règlement prend la forme d'un règlement partiel définitif dans les conditions de l'article 11.7 du CCAG/FCS.

7.2 - Demandes de paiement

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG/FCS, la demande de paiement est datée, numérotée et comporte, selon le cas :

- les références du Marché ;
- le détail et le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du Marché, hors TVA et diminué des réfections le cas échéant ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- le cas échéant, le remboursement de l'avance ;
- le cas échéant, la révision des prix ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant TTC.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

7.3 - Règlements en cas de cotraitants

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

7.4 – Règlement en cas de sous-traitance

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues par les articles L.2193-10 à L.2193-13 et R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

7.5 - Présentation des demandes de paiement

Le titulaire transmet sa demande de paiement par voie dématérialisée via CHORUS-PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>), dans le respect des dispositions des articles L.2192-1 à L.2192-7 et D.2192-1 à D.2192-2 et R.2192-3 du code de la commande publique.

Les informations nécessaires au dépôt des demandes de paiement sont :

- Rubrique destinataire de la facture :

Le destinataire est-il l'État ? : non

Siret : 130 008 857 00018

Raison sociale : Établissement public Cité de la céramique-Sèvres et Limoges

Code service : SEVRES

Libellé service : sans objet

7.6 - Délai de paiement – Intérêts moratoires

Le délai de paiement des sommes dues est de trente (30) jours à compter de la réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur. Tout retour de cette demande formulée par écrit et dûment motivé suspend toutefois le délai de paiement jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

Le défaut de paiement dans le délai fixé ci-avant donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus. Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire est prévue (article D.2192-35 du code de la commande publique) pour frais de recouvrement, celle-ci est fixée à 40 €. Ce montant forfaitaire s'ajoute aux pénalités de retard, mais n'est pas inclus dans la base de calcul des pénalités. L'indemnité doit être mentionnée par le titulaire, sur chaque facture concernée, elle est due par facture.

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DES PARTIES

8.1 – Obligations du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur s'engage à fournir aux titulaires toutes les informations qu'il lui sera possible de rassembler et qui sont de nature à assurer la réalisation dans les meilleures conditions des prestations qui leur sont confiées dans le cadre du Marché notifié. Le pouvoir adjudicateur s'engage également à collaborer avec les titulaires tout au long du Marché conclu sur son fondement.

8.2 – Obligations du titulaire

8.2.1 – Obligation de résultat

Les titulaires sont soumis à une obligation de résultat au regard des missions qui leur sont confiées dans le cadre du Marché. En cas de non-respect de cette obligation, les titulaires sont réputés avoir commis une faute susceptible d'engager leur responsabilité contractuelle. Les titulaires supportent la charge de la preuve en cas de non atteinte des résultats attendus, sauf à démontrer la survenance d'un cas de force majeure les ayant empêché de parvenir aux résultats escomptés.

Pour les prestations qui leur incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels. Dans ce cadre, le pouvoir adjudicateur attend notamment des titulaires :

- la réalisation des prestations dans les délais et conditions de qualité fixés ;
- un devoir de conseil et d'information ;
- l'affectation d'un personnel compétent ;
- l'utilisation de méthodes et d'outils adaptés à la réalisation des prestations.

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment demander le remplacement d'un ou de plusieurs intervenants des titulaires, s'il le juge nécessaire. À ce titre, obligation est faite aux titulaires de désigner un remplaçant à compétences équivalentes et d'en communiquer le nom et les titres au pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date d'envoi de l'avis précité. À défaut de remplaçant ou si le remplaçant est récusé dans le délai d'un mois, le pouvoir adjudicateur pourra envisager la résiliation du marché subséquent pour faute du titulaire conformément à l'article 41 du CCAG/FCS.

8.2.2 – Obligation de conseil

Les titulaires sont tenus à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations fournies au pouvoir adjudicateur. Dans l'hypothèse où les titulaires ne respectent pas cette obligation, ils ne sauraient se prévaloir d'une incohérence dans l'Accord-cadre et/ou les marchés subséquents pour s'exonérer de leurs obligations contractuelles.

8.2.3 – Obligation d'information

Les titulaires sont tenus de signaler au pouvoir adjudicateur tous les éléments qui leur paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations. Ils s'engagent en outre à informer sans délai le pouvoir adjudicateur de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations. Les titulaires s'engagent à collaborer avec le pouvoir adjudicateur tout au long de l'exécution du Marché conclu sur son fondement.

8.2.4 – Obligation de confidentialité

Les titulaires et le pouvoir adjudicateur s'engagent réciproquement au respect des règles relatives aux obligations de confidentialité et de protection des données personnelles, dans les conditions définies par l'article 5 du CCAG/FCS.

Les titulaires s'interdisent d'utiliser les informations transmises par le pouvoir adjudicateur pour la bonne exécution des prestations, à d'autres fins que celles définies par les pièces constitutives du Marché.

Les titulaires et les membres de leurs équipes sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations et décisions dont ils auraient connaissance au cours de l'exécution du Marché. Ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale et toute remise de documents à des tiers sans l'accord exprès préalable du pouvoir adjudicateur.

Il est entendu que ces obligations s'appliquent au titulaire, à ses sous-traitants éventuels, et à chacun de leur préposé à titre personnel.

Le non-respect de ces stipulations entraîne l'application des stipulations de l'article 12.4 du présent CCAP. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'engager la responsabilité pénale et civile du titulaire concerné en cas de contrevenance à cette clause, même au-delà de l'exécution du Marché.

8.3 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Les titulaires s'engagent au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG/FCS. Les titulaires s'engagent à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du Marché, et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de huit (8) jours, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 6.2 du CCAG /FCS, les évolutions législatives ou réglementaires en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution de l'Accord-cadre sont applicables de plein droit entre les parties sans qu'il soit besoin d'avenant.

8.4 - Protection de l'environnement

Les titulaires s'engagent au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG/FCS. Les titulaires s'engagent à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du Marché, et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de huit (8) jours, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG/FCS, les évolutions législatives ou réglementaires en matière de protection de l'environnement en cours d'exécution du Marché sont applicables de plein droit entre les parties sans qu'il soit besoin d'avenant.

ARTICLE 9 – CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les prestations faisant l'objet du Marché seront validées dans les conditions suivantes sauf dispositions particulières figurant dans les marchés subséquents.

9.1 - Opérations de vérification

Les opérations de vérification interviennent dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 27.2.2 du CCAG/FCS, les titulaires sont dispensés d'aviser par écrit le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur n'a pas à aviser les titulaires des jours et heures de la vérification des prestations réalisées pour acceptation.

9.2 - Réception

A l'issue des vérifications, le pouvoir adjudicateur prononce la réception, l'ajournement, la réfection avec réfaction ou le rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS.

Par dérogation aux articles 30.2.1 et 30.4 du CCAG/FCS, en cas d'ajournement ou de rejet des prestations, les titulaires disposent des délais fixés par le pouvoir adjudicateur pour effectuer de nouvelles prestations.

ARTICLE 10 – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

10.1 - Lutte contre le travail dissimulé

Dispositif de vigilance :

Conformément à l'article L.8222-1 du code du travail, ainsi que les dispositions prises pour leurs applications précisées aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, les titulaires transmettent tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du Marché les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail. Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français. Les titulaires s'engagent à obtenir les mêmes déclarations de la part de leurs sous-traitants éventuels.

Dispositif d'alerte :

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière d'un titulaire au regard des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail, il lui en joint, par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche. Le titulaire concerné dispose d'un délai de deux (2) mois pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur. En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, le pouvoir adjudicateur peut résilier le Marché, sans indemnité aux frais et risques du titulaire défaillant.

10.2 - Emplois de travailleurs étrangers

En application des articles L.8254-1, D.8254-1 à D.8254-4 du code du travail, si un titulaire a recours à l'emploi de travailleurs étrangers, il remet au pouvoir adjudicateur tous les six (6) mois la liste nominative des salariés étrangers employés. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié : sa date d'embauche ; sa nationalité ; le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas d'attribution du Marché à une entreprise étrangère détachant des salariés en France, il est rappelé que le titulaire se doit de respecter les dispositions prévues au code du travail relatives aux travailleurs détachés (articles L.1261-1 et suivants). Le titulaire doit notamment, préalablement au détachement, adresser à l'inspection du travail ainsi qu'au pouvoir adjudicateur une déclaration de détachement et doit désigner un représentant en France.

Les titulaires se doivent de veiller à ce que leurs sous-traitants étrangers respectent les mêmes obligations. De même, lorsqu'un cocontractant ou un sous-traitant fait appel à une société de travail temporaire étrangère, les mêmes obligations incombent à cette entreprise.

ARTICLE 11 – RESPONSABILITES - ASSURANCES

11.1 - Responsabilités

Les titulaires seront entièrement responsables de la bonne exécution des prestations qui leur seront confiées dans le cadre du Marché.

Les titulaires font leur affaire des outils, matériels et logiciels leur appartenant ou appartenant à des tiers pour l'exécution des prestations.

Tous les intervenants dans l'exécution des prestations, tels ses correspondants à l'étranger, demeurent sous la responsabilité de chaque titulaire.

Le personnel de chaque titulaire reste en toutes circonstances sous son autorité hiérarchique et disciplinaire. A ce titre, le titulaire assume l'encadrement de son personnel. Il veille notamment à ce que ses salariés respectent les prescriptions d'hygiène, de sécurité et de confidentialité en vigueur sur les sites sur lesquels ils sont amenés à intervenir.

Les titulaires assurent en leur qualité d'employeur, la gestion administrative, comptable et sociale de leurs salariés. Les formations, stages, habilitations et, d'une manière générale, toutes dispositions nécessaires à la qualification de leur personnel sont à la charge des titulaires. Tout accident ou maladie pouvant les affecter pendant la durée du Marché est entièrement pris en charge par les titulaires.

Les titulaires fournissent à leur personnel d'intervention les vêtements de travail et équipements de protection individuels (EPI) nécessaires à l'exécution des prestations. Les titulaires s'assurent que les tenues de travail sont adaptées aux prestations réalisées et veillent à leur bon entretien.

Les titulaires seront responsables des dommages de toute nature que leur personnel aura occasionné aux biens qui leur sont ou non confiés, au personnel du pouvoir adjudicateur ou à toute autre personne présente sur les sites.

11.2 - Assurances

Les titulaires doivent justifier au moyen d'une attestation de leur assureur portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation dans les conditions fixées par le règlement de la consultation, ou de la notification du Marché dans les conditions de l'article 9.2 du CCAG/FCS, qu'ils sont titulaires d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant leur incomber à quelque titre que ce soit, y compris du fait de leurs sous-traitants éventuels, à raison des dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés au tiers, y compris au pouvoir adjudicateur du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations. Les titulaires devront également fournir une attestation d'assurance couvrant leurs entrepôts de stockage.

Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité éventuelle. Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée du Marché et les titulaires devront en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement de la prime.

À tout moment durant l'exécution du Marché, les titulaires doivent être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans le délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

En cours d'exécution du Marché, en cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes des polices, les titulaires s'engagent à en informer le pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la nouvelle attestation d'assurance.

Les titulaires s'engagent à obtenir de leurs sous-traitants éventuels la justification de la souscription des assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-dessus.

Pour le lot 4, le titulaire devra indiquer la valeur d'assurance de l'œuvre à transporter.

Dans certains cas, le montant global de l'assurance demandée aux titulaires pourra dépasser le seuil d'assurance transmis par les titulaires au moment de la notification du Marché. Dans cette hypothèse, les titulaires devront fournir une attestation d'assurance adéquate.

En cas de sinistre, les titulaires s'engagent à avertir immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur et à lui confirmer sa déclaration par écrit dans les vingt-quatre (24) heures par courrier recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 12 - RÉSILIATION DU MARCHÉ

Il peut être mis fin à l'exécution du Marché, avant son expiration, qu'il y ait faute ou non du titulaire, par une décision de résiliation qui en fixe la date d'effet.

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 38 à 45 inclus du CCAG/FCS avec les précisions suivantes :

12.1 – Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 42 du CCAG/FCS, et **par dérogation à cet article**, aucune indemnisation forfaitaire ne sera versée au titulaire. Cette résiliation pour motif d'intérêt général sans indemnisation forfaitaire ne fait toutefois pas obstacle à la mise en œuvre de l'éventuelle indemnité liée aux frais et investissements telle que définie à l'article 42 du CCAG/FCS. Le cas échéant, en cas de désaccord sur le montant de l'indemnité due susmentionnée, l'article R.2191-31 du code de la commande publique s'applique de plein droit.

12.2 - Résiliation pour cas de force majeure

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mettre fin au Marché, par anticipation, et sans indemnités, en cas de force majeure, telle que définie par l'article 1218 du code civil.

La force majeure est définie comme un événement à caractère insurmontable et irrésistible, résultant d'un fait extérieur à la maîtrise des parties, lequel consiste en un événement ou une série d'événements de nature climatique, pandémique, bactériologique, militaire, politique ou diplomatique. Constituent notamment des événements de force majeure, sans que cette liste soit exhaustive, des phénomènes naturels tels que les tornades, inondations, ouragans, tremblements de terre, éruptions volcaniques ; la propagation d'un virus qui serait qualifié par les autorités de stade 3 de l'épidémie ou autre équivalent applicable ; l'utilisation par un État ou un groupe terroriste d'armes de toute nature perturbant la continuité des relations contractuelles ; des mouvements sociaux d'ampleur nationale ; la déclaration de la loi martiale ou encore la décision d'un gouvernement, avec la participation ou non de ses alliés, de mettre en place un blocus maritime, aérien et/ou terrestre ; le maintien partiel ou total du confinement ou de l'état d'urgence sanitaire. Les événements ci-dessus pouvant avoir lieu sur tout territoire sur lequel l'exécution du Marché aurait lieu.

En cas de survenance d'une situation qu'elle considère comme un cas de force majeure, la partie concernée notifie promptement l'autre de la situation en précisant la nature du ou des événements visés, leur impact sur sa capacité à remplir ses obligations telles que prévues par le Marché, ainsi que tout document justificatif attestant de la réalité du cas de force majeure (déclaration, attestation, législation, décret, arrêté ou autres mesures au niveau local, national ou international).

Dans l'hypothèse où la partie invoquant une situation de force majeure parviendrait à la caractériser, ses obligations seront suspendues pour un délai de quatre (4) semaines. Toute suspension d'exécution par application du présent article sera strictement limitée aux engagements dont les circonstances de force majeure auront empêché l'exécution et à la période durant laquelle les circonstances de force majeure auront agi. En tout état de cause, les parties s'efforceront de bonne foi de prendre toutes mesures raisonnablement possibles en vue de poursuivre l'exécution des prestations.

Passé le délai de suspension des obligations, si la situation de force majeure se poursuit, le Marché sera résolu de plein droit.

12.3 – Résiliation pour faute des titulaires

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 41 et 45 du CCAG/FCS avec les précisions suivantes :

- Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le Marché résilié aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG/FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, et **par dérogation à l'article 43.5 du CCAG/FCS**, la notification du décompte de résiliation par le pouvoir adjudicateur au titulaire doit être faite au plus tard deux (2) mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.
- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- **En complément à l'article 41 du CCAG/FCS**, en cas de non production dans les huit (8) jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire, restée sans effet dans un délai fixé à huit (8) jours, le Marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.
 - Il est précisé que l'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et suivants du code de la commande publique entraîne, par décision du pouvoir adjudicateur, sans mise en demeure préalable, la résiliation du Marché sans indemnité et aux frais et risques du titulaire.
 - En cas de non-respect par le titulaire, ou de l'un ou l'autre des cotraitants, des obligations visées à l'article 11 ci-avant, et après mise en demeure restée sans effet, le Marché peut être résilié aux torts du titulaire, ou cotraitant, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. Le titulaire, ou le cotraitant, dispose de huit (8) jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.
 - Le pouvoir adjudicateur pourra résilier unilatéralement le Marché pour faute du titulaire, à ses frais et risques, en cas de manquements aux stipulations contractuelles sur le traitement des données personnelles. Par ailleurs, en cas de non-respect du RGPD, le pouvoir adjudicateur et le titulaire encourront chacun au titre de leur manquement respectif une amende administrative, étant précisé qu'ils seront solidairement responsables du dommage causé par le traitement vis-a-vis de la personne concernée.

12.4 – Conséquences de la résiliation

La résiliation du Marché avec l'un des titulaires n'entraînera pas automatiquement sa résiliation avec les autres titulaires.

ARTICLE 13 – LITIGES

Tout différend, litige ou autre contestation lié à la conclusion, l'interprétation, la validité et/ou l'exécution du Marché, y compris leurs suites et leurs conséquences, sera porté devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

Par dérogation à l'article 46.3 du CCAG/FCS, le délai de réponse à compter de la réception du mémoire de réclamation au-delà duquel les titulaires se voient opposer une décision de rejet tacite est de trois (3) mois.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et les titulaires ne peuvent être invoquées par ces derniers comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

ARTICLE 14 - CLAUSES DE RÉEXAMEN

Par application des dispositions des articles L.2194-1 1° et R.2194-1 du code de la commande publique, et en complément des clauses permettant le réexamen du Marché qui pourraient être incluses dans d'autres stipulations de ces derniers, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

14.1 – Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- liquidation judiciaire,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.
- Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles et techniques, économiques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire lors de l'attribution du Marché. A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au Marché éventuellement en cours d'exécution.

- Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :
- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.
- Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :
- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement la mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement ;
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.
- Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut :
- dans le cas du groupement solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.
- dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :
- soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement ;
- de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

14.2 – Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement, **par dérogation à l'article 3.5 du CCAG/FCS**.

14.3 – Prestations supplémentaires ou modificatives

Dans le cas de modifications ou compléments de prestations demandées au titulaire au cours de l'exécution du Marché, ou rendus nécessaires en raison d'adaptations imprévues des modalités de transport, d'emballage et/ou de manutention, ils seront effectués après information et validation de la partie qui en a la première connaissance, par courrier électronique envoyé à l'autre partie sous 24 heures. Ces modifications ou compléments devront être confirmés et chiffrés par le titulaire par un devis listant les plus ou moins-values, dite « fiche de variation », accepté par le pouvoir adjudicateur. Ces modifications ou compléments seront formalisés par la passation d'un avenant au Marché.

ARTICLE 15 – DEROGATIONS AU CCAG/FCS

Par dérogation à l'article 1^{er} du CCAG/FCS, il n'est pas fait de liste récapitulative des articles du CCAG/FCS auxquels le présent CCAP déroge.